

CHRISTIAN HARBULOT
DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE (EGE)

Créer une Task Force pour travailler sur « l'agriculture puissance »

Spécialiste de l'intelligence économique, Christian Harbulot dirige, depuis 1997, l'École de guerre économique qu'il a co-crée avec le général Jean Pichot-Duclos (1935-2001). Pour lui, l'agriculture est un secteur stratégique, surtout dans un monde où des puissances étrangères engagent une guerre économique systémique visant à imposer, par d'autres moyens que le recours à la force militaire, une suprématie durable.

En termes de stratégie politique ou économique l'agriculture peut-elle peser dans les négociations internationales et être un moyen de coercition, au point d'en faire une arme alimentaire ?

Christian Harbulot : Si l'on se réfère à quelques études du diplomate Marc Perrin de Brichambault, on désigne généralement le terme d'arme alimentaire ou quelque fois d'agri-pouvoir, par l'utilisation systématique, à des fins politiques, que peut faire un pays exportateur de produits alimentaires, de la situation de dépendance dans laquelle se trouvent ses partenaires. Dans les années 1980, les États-Unis tenaient le haut du pavé avec environ 50 % des volumes de céréales exportés sur le marché mondial. Il y a eu, à cette époque,



un cas d'école avec le président Ronald Reagan. Celui-ci et ses conseillers ont volontairement décidé de réduire leurs exportations de blé vers l'URSS afin d'y susciter des troubles sociaux et ainsi déstabiliser le régime. Cette histoire est d'ailleurs rapportée par le professeur Henri-Georges Soutou dans son ouvrage « La Guerre froide 1943-1990 ». Je souligne que la France s'est précipitée dans la brèche pour vendre son propre blé aux Russes. C'est maintenant l'Union européenne qui semble être en position de force. En effet, avec 138 milliards d'euros d'exportations en 2018, l'Union européenne conserve la première place du secteur agroalimen-

taire mondial. Un quart des exportations européennes partent vers les États-Unis et la Chine, mais le contexte géopolitique a changé et l'Europe n'a pas de velléités militaires offensives à l'image de celles qui pouvaient exister pendant la Guerre froide.

On voit bien à travers l'Histoire que cette stratégie n'est pas nouvelle. Les conflits ou les tensions entre pays ont souvent entraîné des blocus ou des embargos ?

CH : Vous avez raison. La soumission des peuples par la famine et la volonté de contrôler l'approvisionnement d'un État sont des stratégies éprouvées. Le lieutenant-colonel Olivier Lahaie, chef du département histoire aux Écoles de

Saint-Cyr-Coëtquidan relate, dans un de ses ouvrages, comment, pendant la Première Guerre mondiale, le service de renseignement militaire français a infiltré un agent en Hollande (dont le statut était alors neutre) pour tenter de déstabiliser les filières logistiques allemandes. Cet agent infiltré se faisait passer pour un contrebandier qui par ce biais se spécialisa dans la dénonciation des filières clandestines (notamment alimentaires) approvisionnant l'Allemagne. Il dévoile aussi comment les Français cherchèrent à affaiblir le deuxième Reich en exploitant les agitations révolutionnaires sur l'arrière de l'ennemi. Mais c'est une autre histoire.

Est-ce que l'agriculture est un sujet abordé à l'EGE ?

CH : L'EGE travaille sur la problématique agricole en termes stratégiques et autour de la notion de stratégies d'encerclement, celles-ci pouvant être déclenchées sur nombre de sujets. Ce peut être, par exemple, des groupes privés qui s'appuient sur des structures d'État pour déstabiliser des filières entières, comme c'est le cas pour la filière viande aujourd'hui. Dans les nouvelles « règles » de la guerre économique, il ne faut pas apparaître comme un agresseur, comme un conquérant ou comme quelqu'un qui veut s'emparer de quelque chose. Le slogan d'entrée de ces groupes est le suivant : « Nous allons vous venir en aide et vous nourrir ». C'est notamment ce que certains font par l'intermédiaire des technologies d'avenir et de substituts à la viande.

Comment ces groupes agissent-ils concrètement ?

CH : Ces entreprises utilisent, investissent trois champs d'expression et d'intrusion. Tout d'abord la mise en avant d'une mise en avant d'une démarche humaniste, en estimant que c'est pour le bien de tous. Ensuite elles défrichent un nouveau champ normatif scientifique avec une dimension stigmatisante sur la santé, l'environnement, le bien-être animal en tentant d'imposer de nouvelles normes philosophiques. Enfin, elles s'invitent dans le champ des sociétés civiles à l'image de L-214. L'EGE nous nous posons la question de savoir si ces trois champs ne sont pas imperméables, s'il existe des liens financiers, s'il n'y pas une orchestration et in fine quel est le jeu des acteurs. Nous essayons de voir plus loin que la conquête du marché mondial pour nourrir la population, sans forcément nous cantonner au champ concurrentiel.

Quels sont aujourd'hui les domaines agricoles les plus exposés ?

CH : Il y en a plusieurs mais il est vrai que c'est la viande bovine qui est aujourd'hui la plus exposée car elle est attaquée de toute part sur différents plans, notamment environnemental. L'enjeu est également très important pour les céréales avec les OGM et les mutagènes. Pierre Pagès ancien président de Limagrain, nous a alertés sur ces sujets et mis en évidence le double langage des États-Unis lors des négociations avec l'Union européenne. Les Américains apparaissent toujours comme des conciliateurs, recommandent aux Européens la plus grande prudence sur l'utilisation de nouvelles technologies. Mais dès qu'ils repartent hors UE sur d'autres champs d'action, ils n'ont pas le même discours. Il existe d'ailleurs une réelle duplicité d'un certain nombre d'acteurs.

La souveraineté alimentaire prônée par le chef de l'État en mars dernier entre-t-elle dans le champ d'action d'une agriculture stratégique ?

CH : Reconquérir notre souveraineté alimentaire est un objectif fort louable et il est nécessaire d'avoir une vision stratégique dans le développement de notre économie. L'agriculture des années 70-90 a réussi à se hisser l'agriculture française à un niveau mondial exceptionnel compte tenu de la configuration de notre territoire.

Maintenant, il nous est difficile de tenir ce rang en raison d'une concurrence mondiale exacerbée mais aussi des restrictions apparues sur le développement des OGM et d'autres solutions technologiques. L'agriculture française et

européenne est au cœur d'un enjeu historique important. L'agriculture est pourtant le socle historique de notre pays. Il existe un ADN paysan en France. D'ailleurs on redécouvre son rôle stratégique à l'occasion de la crise Covid. Je rappelle que la résilience d'un pays se mesure à l'aune de quatre secteurs stratégiques : eau, énergie, transport et alimentation.

Les hommes politiques se sont-ils détournés du monde paysan ?

CH : Pas tous. Cependant, le pouvoir politique a besoin des agriculteurs pour développer une agriculture stratégique, car il ne peut pas et ne doit pas définir cette politique tout seul. Au sein du monde agricole, il existe aussi des ponts à créer entre les différentes cultures (céréaliers, éleveurs, maraîchers, ...) pour croiser les connaissances et pour bien définir la place de l'agriculture au sein de l'économie française. Il serait, à mon sens, nécessaire de créer une Task-Force pour prendre toute la mesure de "l'agriculture puissance", celle qui enrichit France et qui l'intègre dans la problématique de résilience. Si j'avais cinq fils d'agriculteurs et d'agricultrices ayant travaillé avec leurs parents, nous pourrions, à l'EGE, créer une micro Task Force pour poser ces problématiques, et commencer à travailler sur ces enjeux. Mais pour que cette Task Force puisse peser, il faut aussi avoir un soutien hors agricole avec les consommateurs qu'il faut rallier à cette cause. C'est là un vrai défi, tout aussi important que celui de la réindustrialisation de notre pays. On doit travailler sur le développement local à partir des ressources locales. Il faut que l'agriculture dépasse son champ émotionnel (certes important) et le conjugue dorénavant avec un champ plus stratégique. ■

Propos recueillis par Christophe Soulard

